

**Art. 2.** Elk jaar bezorgt de Regering ten laatste op 15 juni het Parlement een verslag met het geheel van de subsidies die toegekend worden tussen 1 januari en 31 december van het voorafgaande jaar aan de begunstigden door de subsidiërende instanties die onder de Franse Gemeenschap ressorteren.

Dit verslag bevat ten minste de volgende informatie, per bevoegdheidssector die onder de Franse Gemeenschap ressorteert :

- in voorkomend geval, het basisartikel (AB) van het decreet houdende de uitgavenbegroting van het betrokken jaar vanaf hetwelk de kredieten aan de subsidie worden toegekend;
- de wettelijke basis;
- de financiële steun;
- de beschrijving van de begunstigde;
- het type subsidie;
- de verantwoording van de subsidie;
- de finaliteit van de subsidie;
- de ordonnancerende minister.

De Regering zal, in voorkomend geval, bij besluit, de inhoud van de te begeven informatie uitbreiden.

Dit verslag wordt op de website van het Parlement gepubliceerd.

**Art. 3.** De Regering legt het geheel van de subsidies ter inzage op zijn internetsite die toegekend worden aan begunstigden door de subsidiërende instanties die onder de Franse Gemeenschap ressorteren in een databank die op een bepaald internetsite bekend gemaakt wordt. De Regering bepaalt de nadere regels die in deze bepaling uitgevoerd worden.

**Art. 4.** Dit decreet treedt in werking op een datum bepaald door de Regering en ten laatste op 1 januari 2019, met uitzondering van artikel 3 dat ten laatste op 15 juni 2020 in werking zal treden.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 18 januari 2018.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Vice-Presidente en Minister van Cultuur en Kind,  
A. GREOLI

De Vice-President, Minister van Hoger Onderwijs, Onderzoek en Media,  
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Sport en Promotie van Brussel, belast met het toezicht op de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest

R. MADRANE

De Minister van Onderwijs,  
M.-M. SCHYNS

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,  
A. FLAHAUT

De Minister van Onderwijs voor sociale promotie, Jeugd,  
Vrouwenrechten en Gelijke Kansen,  
I. SIMONIS

—  
Nota

(1) *Zitting 2017-2018.*

Stukken van het Parlement. — Ontwerp van decreet, nr. 408-1. — Advies van de Raad van State, nr. 408-2. — Advies van de Raad van State, nr. 408-3. — Commissieamendementen, nr. 408-4. — Verslag van de Commissie nr. 408-5. — Tekst aangenomen tijdens de commissie, nr. 408-6. — Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 408-7.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 17 januari 2018.

---

## MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2018/10903]

**15 NOVEMBRE 2017. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant exécution du décret du 27 octobre 2016 portant organisation des Jurys de la Communauté française de l'enseignement secondaire ordinaire**

LE GOUVERNEMENT DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, en particulier l'article 20;

Vu le décret du 27 octobre 2016 portant organisation des Jurys de la Communauté française de l'Enseignement secondaire ordinaire, notamment les articles 8, §1<sup>er</sup>, 23, 24, 28 et 37;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 23 juin 2004 fixant les modalités de désignation, la durée des mandats et les indemnités de vacations des membres du jury de la Communauté française de l'enseignement secondaire;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 23 juin 2004 relatif à l'organisation des examens du jury de la Communauté française de l'enseignement secondaire;

Vu les avis de l'Inspection des Finances, donnés le 1<sup>er</sup> février 2017 et le 27 mars 2017;

Vu les accords du Ministre du Budget, donnés le 23 mars 2016 et le 10 février 2017;

Vu le « test genre » du 23 octobre 2017 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1°, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française;

Considérant qu'il appartient au Gouvernement de fixer le montant des droits d'inscription, les indemnités pour les examinateurs extérieurs, les modalités pour obtenir un extrait de registre, confirmant qu'une Attestation ou un Certificat a été délivré, ainsi que la date d'entrée en vigueur de l'article 28 du décret du 27 octobre 2016 précité;

Vu l'avis 62.182/2 du Conseil d'Etat, donné le 18 octobre 2017, en application de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur proposition de la Ministre de l'Education;

Après délibération,

Arrête :

#### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Définitions

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, il a lieu d'entendre par :

1° « décret » : le décret du 27 octobre 2016 portant organisation des Jurys de la Communauté française de l'Enseignement secondaire ordinaire;

2° « jury » : les Jurys de la Communauté française institués au sein des services du Gouvernement tels que décrits à l'article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup> du décret du 27 octobre 2016 portant organisation des Jurys de la Communauté française de l'Enseignement secondaire.

#### CHAPITRE II. — Sièges du jury

**Art. 2.** Le siège du jury est situé Rue Adolphe Lavallée 1, à 1080 Bruxelles.

Le jury peut cependant organiser des examens en dehors du siège si les nécessités l'exigent.

#### CHAPITRE III. — Montant des droits d'inscription

**Art. 3.** En application de l'article 8, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, du décret, les droits d'inscription aux épreuves du jury sont fixés à 50 euros par session d'examens.

#### CHAPITRE IV. — Modalités de désignation et indemnités des examinateurs ne faisant pas partie du service chargé d'organiser les jurys

**Art. 4.** Le Ministre ayant l'Enseignement secondaire dans ses attributions établit la liste des examinateurs en conformité avec les prescrits de l'article 3, § 3, du décret.

**Art. 5.** En application de l'article 4, § 1<sup>er</sup>, 2°, du décret, le Président ou son délégué fixe la liste des examinateurs pour chaque session et convoque les examinateurs ainsi désignés.

**Art. 6.** Conformément à l'article 23 du décret, les examinateurs ainsi désignés percevront une indemnité de 30 euros pour des prestations d'une journée entière et une indemnité de 15 euros pour des prestations d'une demi-journée.

**Art. 7.** Une journée entière comprend minimum six heures de prestation. Une demi-journée comprend minimum 3 heures de prestation.

#### CHAPITRE V. — Des modalités pour obtenir un extrait de registre

**Art. 8.** Conformément à l'article 24 du décret, la personne qui a obtenu une attestation ou un certificat peut obtenir un extrait de registre, confirmant que cette attestation ou ce certificat a été délivré.

L'intéressé introduit la demande au moyen du formulaire dont le modèle est fixé en annexe, auquel est jointe une copie recto/verso d'un document d'identité valide.

Les frais couvrant la délivrance d'un extrait de registre sont fixés à 50 euros.

**Art. 9.** Les archives de chaque session sont conservées au Ministère de la Communauté française.

**Art. 10.** En application de l'article 52, § 1er, 2°, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 février 1998 portant délégations de compétence et de signature aux fonctionnaires généraux et à certains autres agents des Services du Gouvernement de la Communauté française - Ministère de la Communauté française, délégation est donnée au secrétaire général, aux administrateurs généraux et directeurs généraux, pour délivrer les extraits de documents déposés aux archives de leurs services.

#### CHAPITRE VI. — De l'entrée en vigueur de l'article 28 du décret

**Art. 11.** L'article 28 du décret, qui précise que les chargés de mission affectés au Jury avant l'entrée en vigueur dudit décret et maintenus au sein du Service chargé d'organiser les Jurys, sont soumis au régime horaire et au régime de vacances annuelles d'application dans les Services du Gouvernement de la Communauté française et aux dispositions de l'article 5, 1°, du décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécialisé, l'enseignement secondaire ordinaire et les centres psycho-médico sociaux et à la création d'un institut de la formation en cours de carrière, à raison de six demi-jours par an, entre en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2018.

#### CHAPITRE VII. — Dispositions abrogatoires et finales

**Art. 12.** L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 23 juin 2004 fixant les modalités de désignation, la durée des mandats et les indemnités de vacations des membres du jury de la Communauté française de l'enseignement secondaire est abrogé.

**Art. 13.** L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 23 juin 2004 relatif à l'organisation des examens du jury de la Communauté française de l'enseignement secondaire est abrogé.

**Art. 14.** Le présent arrêté produit ses effets au 1<sup>er</sup> septembre 2017.

Bruxelles, le 15 novembre 2017.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

La Ministre de l'Education,  
M.-M. SCHYNS

**Annexe à l'arrêté du gouvernement de la Communauté française portant exécution du décret du 27 octobre 2016 portant organisation des Jurys de la Communauté française de l'Enseignement secondaire ordinaire**

ANNEXE Formulaire de demande d'un extrait de registre

**DEMANDE D'EXTRAIT DE REGISTRE**

**N.B. Une copie du document d'identité ainsi qu'une preuve de paiement des frais administratifs (50€) devront impérativement être annexées au présent formulaire**

NOM	
PRENOM	
DATE DE NAISSANCE	
LIEU DE NAISSANCE	
SEXE	
ADRESSE	
CODE POSTAL et LOCALITE	
TELEPHONE	
E-MAIL	

Je souhaite obtenir un extrait de registre confirmant que j'ai obtenu :

- Le Certificat d'enseignement secondaire du premier degré (CE1D)
- Le Certificat d'enseignement secondaire du deuxième degré (CE2D)
- Le Certificat d'enseignement secondaire supérieur (CESS)
- Le Diplôme d'aptitude à accéder à l'enseignement supérieur (DAES)
- L'Attestation de réussite de l'épreuve préparatoire donnant accès aux études d'accoucheuse, d'infirmier gradué ou d'infirmière graduée
- L'Attestation de réussite de l'épreuve préparatoire donnant accès aux études d'infirmier(ère) hospitalier(ère) et d'infirmier(ère) hospitalier(ère) – orientation santé mentale et psychiatrie
- Le Certificat d'études de sixième année de l'enseignement secondaire professionnel (CE6P)

Année d'obtention du titre :

Obtenu dans l'enseignement  Général  
 Technique  
 Artistique  
 Professionnel

Orientation d'études :

Fait le

Signature :

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant exécution du décret du 27 octobre 2016 portant organisation des Jurys de la Communauté française de l'enseignement secondaire ordinaire.

Bruxelles, le 15 novembre 2017.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

La Ministre de l'Education,

Mme M.-M. SCHYNS

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2018/10903]

**15 NOVEMBER 2017. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap ter uitvoering van het decreet van 27 oktober 2016 houdende organisatie van de Examencommissies van de Franse Gemeenschap voor het gewoon secundair onderwijs**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 20;

Gelet op het decreet van 27 oktober 2016 houdende organisatie van de Examencommissies van de Franse Gemeenschap voor het gewoon secundair onderwijs, inzonderheid op de artikelen 8, § 1, 23, 24, 28 en 37;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 23 juni 2004 tot vaststelling van de nadere regels voor de aanstelling, de duur van de mandaten en de vacatievergoedingen van de leden van de examencommissie van de Franse Gemeenschap voor het secundair onderwijs;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 23 juni 2004 betreffende de organisatie van de examens van de examencommissie van de Franse Gemeenschap voor het secundair onderwijs;

Gelet op de adviezen van de Inspectie van Financiën, gegeven op 1 februari 2017 en 27 maart 2017;

Gelet op de akkoordbevindingen van de Minister van Begroting van 23 maart 2016 en 10 februari 2017;

Gelet op de gendertest van 23 oktober 2017 uitgevoerd met toepassing van artikel 4, tweede lid, 1<sup>o</sup>, van het decreet van 7 januari 2016 betreffende de integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Overwegende dat het de Regering toekomt het bedrag van het inschrijvingsgeld, de vergoedingen voor de externe examinatoren, de nadere regels om een registeruittreksel te verkrijgen te bepalen, waarbij bevestigd wordt dat een Attest of een Getuigschrift uitgereikt werd, alsook de datum van de inwerkingtreding van artikel 28 van het voornoemde decreet van 27 oktober 2016;

Gelet op het advies nr. 62.182/2 van de Raad van State, gegeven op 18 oktober 2017, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de op 1é januari 1973 gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs;

Na beraadslaging,

Besluit :

#### HOOFDSTUK I. — *Definities*

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder:

1° “decreet”: het decreet van 27 oktober 2016 houdende organisatie van de Examencommissies van de Franse Gemeenschap voor het gewoon secundair onderwijs;

2° “examencommissie”: de Examencommissies van de Franse Gemeenschap ingesteld binnen de diensten van de Regering zoals beschreven in artikel 1, § 1, van het decreet van 27 oktober 2016 houdende organisatie van de Examencommissies van de Franse Gemeenschap voor het gewoon secundair onderwijs.

#### HOOFDSTUK II. — *Zetel van de examencommissie*

**Art. 2.** De zetel van de examencommissie is gelegen Adolphe Lavalléestraat, 1, te 1080 Brussel. De examencommissie kan nochtans examens organiseren buiten de zetel indien nodig.

#### HOOFDSTUK III. — *Bedrag van de inschrijvingsrechten*

**Art. 3.** Met toepassing van artikel 8, § 1, eerste lid, van het decreet, worden het inschrijvingsgeld voor de examens van de examencommissies op 50 euro per examenzittijd bepaald.

#### HOOFDSTUK IV. — *Nadere regels voor de aanstelling en vergoedingen van de examinatoren die niet deel uitmaken van de dienst belast met het organiseren van de examencommissies*

**Art. 4.** De Minister bevoegd voor het secundair onderwijs stelt de lijst op van de examinatoren overeenkomstig de bepalingen van artikel 3, § 3, van het decreet.

**Art. 5.** Met toepassing van artikel 4, § 1, 2°; van het decreet, bepaalt de Voorzitter of zijn afgevaardigde de lijst van de examinatoren voor elke zittijd en roept de aldus aangestelde examinatoren op.

**Art. 6.** Overeenkomstig artikel 23 van het decreet, zullen de aldus aangestelde examinatoren een tegemoetkoming van 30 euro bekomen voor prestaties van een volle dag en een tegemoetkoming van 15 euro voor prestaties van een halve dag.

**Art. 7.** Een volle dag omvat een minimum van zes uur prestaties. Een halve dag omvat een minimum van drie uur prestaties.

#### HOOFDSTUK V. — *Nadere regels om een registeruittreksel te bekomen*

**Art. 8.** Overeenkomstig artikel 24 van het decreet, kan de persoon die een attest of een getuigschrift heeft gekregen een registeruittreksel bekomen waaruit blijkt dat dit attest of getuigschrift uitgereikt werd.

De betrokkene dient zijn aanvraag in via een formulier waarvan het model als bijlage gevoegd wordt, met als gevoegd stuk een recto/verso afschrift van een geldig identiteitsdocument.

De kosten die de uitreiking dekken van een registeruittreksel worden op 50 euro bepaald.

**Art. 9.** Het archief van elke zittijd wordt op het Ministerie van de Franse Gemeenschap behouden.

**Art. 10.** Met toepassing van artikel 52, § 1, 2° van het besluit de Regering van de Franse Gemeenschap van 9 februari 1998 houdende bevoegdheids- en ondertekeningsdelegatie aan de ambtenarengeneraal en aan sommige andere ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap - Ministerie van de Franse Gemeenschap, wordt delegatie verleend aan de secretaris-generaal, de administrateurs-generaal en directeurs-generaal, om de uittreksels van de documenten, die neergelegd zijn in het archief van hun diensten, uit te reiken.

#### HOOFDSTUK VI. — *Inwerkingtreding van artikel 28 van het decreet*

**Art. 11.** Artikel 28 van het decreet, dat bepaalt dat de opdrachthouders, die aangesteld werden voor de Examencommissies vóór de inwerkingtreding van genoemd decreet, en die binnen de Dienst belast met het organiseren van de Examencommissies blijven, worden aan de arbeidsregeling en de regeling van jaarlijks verlof die aan toepassing zijn op de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap onderworpen en aan de bepalingen van artikel 5, 1°, van het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan in het buitengewoon onderwijs, het gewoon secundair onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra en tot oprichting van een instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan, naar rata van zes halve dagen per jaar, treedt in werking op 1 januari 2018.

#### HOOFDSTUK VII. — *Opheffings- en slotbepalingen*

**Art. 12.** Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 23 juni 2004 tot vaststelling van de nadere regels voor de aanstelling, de duur van de mandaten en de vacatievergoedingen van de leden van de examencommissie van de Franse Gemeenschap voor het secundair onderwijs, wordt opgeheven.

**Art. 13.** Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 23 juni 2004 betreffende de organisatie van de examens van de examencommissie van de Franse Gemeenschap voor het secundair onderwijs, wordt opgeheven.

**Art. 14.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 september 2017.

Brussel, 15 november 2017.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Onderwijs,  
M.-M. SCHYNS